

Le néolibéralisme, idéologie et système des dictatures / démocratures

Vaincre La vague brune qui monte

Ce texte publié le premier jour de la campagne électorale pour les élections législatives au lendemain d'élections européennes aux résultats désastreux et d'une dissolution tragique mais très stratégique de l'Assemblée nationale, traite de la question politique qui me semble essentielle :

- d'où provient la concomitance de la montée de l'extrême droite en France en Europe et dans le monde avec la domination de l'idéologie néolibérale et sa mise en application dans ces pays.

*« J'appartiens à une génération
qui a voulu changer le monde.
J'ai été écrasé, vaincu, pulvérisé,
mais je continue de rêver
que ça vaut la peine de se battre. »*

Pepe Mujica

Ancien président de la République d'Uruguay [1]

¹ **Pepe Mujica** de surnom, **José Alberto Mujica Cordano** de nom d'état civil, a été le président de la République d'Uruguay de 2010 à 2015. Il fut guérillero des **Tupamaros** dans les années 1960-1970. Détenu en tant qu'otage il fut torturé sous la dictature militaire.

En 2017, et en 2022 l'extrême droite n'était pas prête à prendre le pouvoir. En 2024, elle est prête. Il y a donc danger absolu.

Les élections européennes de juin 2024 ont consacré en France une victoire écrasante de l'extrême droite, mais avec moins d'ampleur en Europe.

Les anathèmes, imprécations, opprobres contre les « méchants », les « affreux », les « monstres » d'extrême droite qui ont constitué l'essentiel du discours de la gauche, n'ont pas été opérants. C'est le moins que l'on puisse dire. Ils ne pouvaient l'être car ils ignoraient la volonté tenace d'une majorité de français de se débarrasser des partis politiques historiques, classiques, institutionnels, de gauche comme de droite, auxquels certains vouent jusqu'à une haine impressionnante.

Pour se soigner d'une maladie mortelle, l'extrême droite en est une, ne s'attaquer qu'à ses symptômes conduit à terme à la mort du malade, en l'occurrence à la disparition d'un monde d'humanité, de paix et de solidarité.

Pour se débarrasser de « la bête immonde » il faut s'attaquer à la cause de son existence, de sa prolifération, de sa domination.

La cause du mal s'appelle « néolibéralisme ».

Une idéologie, un système qui a été ignoré par les gauches dans leur ensemble, en France, en Europe, dans le monde, quand elles n'y ont pas activement contribué.

Pour battre l'extrême droite il faut d'abord combattre le néolibéralisme qui s'est progressivement installé depuis le début des années 80, en France, en Europe et dans la quasi-totalité des pays du monde.

Pour s'attaquer et vaincre la croissance exponentielle de l'extrême droite en France il faut s'attaquer à ses causes, à sa racine : le néolibéralisme.

Vaincre le néolibéralisme est donc une tâche gigantesque, d'autant plus qu'il faut élaborer avec les peuples une alternative qui aujourd'hui fait cruellement défaut.

Aussi ne racontons pas d'histoire. Nous, la gauche en général, avons, volontairement ou involontairement, déjà assez trompés les peuples. Parlons enfin vrai. Oublions nos obsessions électoralistes mortifères, nos pratiques qui se résument trop souvent à un minable marketing politique, dans lequel la « communication » remplace les idées, les convictions. Quittons la politique politicienne pour la Politique.

Traumatisme et enseignement de mon expérience chilienne sous la dictature de Pinochet [2]

² **Missions syndicales au Chili sous la dictature pinochétiste**, cf. mes articles sur le site, www.anarchoecolococo.com, rubriques Amériques, onglet **Chili**.

Pour comprendre cette convergence entre l'idéologie néolibérale et les partis d'extrême droite, il faut commencer par rappeler que le premier pays à avoir mis en œuvre l'idéologie néolibérale est le Chili de la dictature pinochétiste.

L'accession de l'extrême droite fascistoïde chilienne au pouvoir en 1973 a inauguré le néolibéralisme [3] dans le monde. Le néolibéralisme est le système politique, économique, financier et régalien des dictatures ou des démocraties [4]. Il fut mis en œuvre pour la première fois au Chili par une escouade de « Chicago boys », élèves du professeur Milton Friedman, un des plus importants concepteurs et vulgarisateurs de la théorie néolibérale [5].

L'offensive idéologique néolibérale sous estimée

L'analyse erronée du mouvement syndical et de la gauche

Les forces politiques de gauche, le mouvement syndical y compris la CGT, ont au mieux étrangement ignoré le changement de paradigme du capitalisme de régulation keynésienne, à libéral puis néolibéral. Au pire elles s'y sont converties et l'ont accompagné.

Pour me limiter au champ syndical, la réflexion de la CGT s'est enkystée dans la conception d'un capitalisme de « compromis social » [6] qui n'existe plus. Elle n'a pas perçu les modifications structurelles du capitalisme libéral vers un capitalisme néolibéral. Aussi a-t-elle continué à avancer des revendications et engager des actions du type de celles menées sous le capitalisme keynésien et libéral précédent. L'échec de cette stratégie est apparu de plus en plus évidente. Les salariés s'en sont évidemment aperçus. La CGT, le syndicalisme français en général ont perdu de leur crédibilité et se sont progressivement affaiblis. Des déserts syndicaux sont apparus dans les entreprises. Les travailleurs sont souvent seuls dans un tête-à-tête asymétrique avec le patronat.

Un demi-siècle de progression de l'idéologie néolibérale a fini par empoisonner la conscience politique du peuple et en convaincre la grande majorité de l'inéluctabilité du capitalisme. Ils se sont alors rétractés sur eux-mêmes jusque, et pour une part semble-t-il aujourd'hui majoritaire, se réfugier dans des idéologies d'extrême droite et parfois même complotistes assez effrayantes.

« Il y a les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien »

Le capitalisme dans sa phase néolibérale est d'une telle violence à l'égard du monde du travail que des soulèvements, des révoltes, des jacqueries, des émeutes, des soulèvements sont probables, inévitables. La révolte des Gilets Jaunes, avec ses ambiguïtés, en fut un

³ Je qualifiais à l'époque ce **néolibéralisme** chilien, d'**ultralibéralisme**. Grossière erreur que je commencerai à corriger seulement au début des années 90, grâce à mes cours d'économie néolibérale à la Sorbonne, de l'excellente professeure Claude-Blanche Allègre, puis aux séminaires d'OMNES Air France-KLM qui me firent prendre conscience de cet énorme contresens.

⁴ **Démocrature**, la dictature chilienne a accédé au pouvoir par un coup d'Etat de l'armée (aidée par les États-Unis). Par la suite les dictatures accèderont au pouvoir par les urnes. Ce seront des « **démocraties-dictatures** », des « **démocraties** ».

⁵ **NB** : mon dernier texte de la trilogie « *Syndicats et syndicalistes à Air France à l'épreuve du néolibéralisme* », sera entièrement consacré à l'étude du néolibéralisme, sous le titre « **Vaincre le néolibéralisme** ».

⁶ **Bérengère Marques-Pereira**, « *La dynamique du compromis social-démocrate* », ed Dunod, 1990. « *La grande casse du compromis social de 1945* », « Mouvements » 2003, n° 29

exemple en France. Il y en aura d'autres. Mais l'issue politique que ces mouvements de révoltes portent parfois est dramatique, à savoir des régimes d'extrême droite, faute d'alternatives progressistes, humanistes. Ils surgissent partout en France, en Europe, dans le Monde.

Cette vague brune semble pour le moment inéluctable, tant le mouvement progressiste est affaibli et le mouvement révolutionnaire liquidé. En France, le sursaut de la gauche du Nouveau Front Populaire, va-t-il réussir à la contenir ?

Mais sans hégémonie culturelle à visée communiste égalitaire, tout changement radical est une illusion. Cette hégémonie culturelle est à conquérir. Ce sera une bataille de longue haleine. La population française dans sa majorité a intégré les dogmes de l'idéologie néolibérale. Il est devenu normal de laisser les perdants sur le bord du chemin, voire de les criminaliser et pour les immigrants de les noyer dans la méditerranée.

Emmanuel Macron a résumé la violence de l'idéologie néolibérale aux accents d'eugénisme social, dans un meeting à Paris,

« Il y a les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien » [7].

Emmanuel Macron, parrain de l'extrême droite

Les peuples veulent se débarrasser des partis politiques historiques, accusés d'être incapables à défendre leurs intérêts de classe exploitée, pour essayer ce qui leur reste : l'extrême droite.

Aujourd'hui, en 2024 en France, Emmanuel Macron, un des meilleurs élèves mondiaux du néolibéralisme, peut sans réaction, marginaliser les syndicats dans l'indifférence des travailleurs. Les syndicats n'ont plus que la seule possibilité de s'en plaindre, telle la CFDT qui pleure et ne comprend pas ce qui lui arrive, alors qu'elle porte une part de responsabilité majeure de cette situation. L'extrême droite, lorsqu'elle accèdera sans doute au pouvoir en France à l'issue des élections législatives du 30 juin [8] ne donnera même pas cette possibilité aux syndicats de protester de leur mise à l'écart. Elle les musèlera progressivement mais rapidement et sans doute avec brutalité.

L'extrême droite en France et dans d'autres pays européens, et jusqu'au niveau de l'Union Européenne, s'allie avec la droite classique [9].

Si l'extrême droite alliée à la droite extrême accède dans quinze jours au pouvoir en France [10], la théorie néolibérale de la suppression des corps intermédiaires s'appliquera dans toutes ses dimensions après qu'Emmanuel Macron ait bien balisé le terrain.

⁷ **Emmanuel Macron** Le 29 juin 2017 lors d'un discours dans le cadre de l'inauguration du campus de « start-up Station F » à Paris.

⁸ Cf. **Alain Dubourg**, « *De la victoire de l'extrême droite avant 2027 ?* », publié le 31 mai 2023 sur www.anarchoecolococo.com, rubrique Europe, onglet France.

⁹ La présidente de la commission, européenne, **Ursula Van der Leyen** a annoncé son intention de rechercher une alliance avec des partis d'extrême droite européenne. La droite sera toujours prête à s'allier avec le diable pour protéger ses intérêts et ici pour conserver le pouvoir. L'histoire est truffée de ces ralliements de la droite à des partis fascistoïdes.

¹⁰ Le **Parti Les Républicains** (Eric Viotti, Laurent Wauquiez ou Xavier Bertrand), menaçait, avant la dissolution décidée par Emmanuel Macron, de déposer une motion de censure en septembre, ce qui aurait signifié une démission du gouvernement macronien. Emmanuel Macron a anticipé.

L'espace politique est totalement dégagé pour finaliser les objectifs délétères de l'idéologie néolibérale. Emmanuel Macron, président d'une cohabitation avec l'extrême droite alliée à la droite extrême, pourra se féliciter qu'il en aura été le « parrain ».

La cécité coupable de la gauche et du mouvement syndical avec Emmanuel Macron

L'épouvantail Marine Le Pen a parfaitement joué son rôle aux élections présidentielles de 2017 et 2022.

Sous le mandat de François Hollande la gauche socialiste professait le déni de la progression de l'extrême droite et du risque de son avènement au pouvoir du fait des politiques néolibérales mises en œuvre par les socialistes au pouvoir.

François Hollande personnage politique fier de sa roublardise m'est d'autant plus exécrationnel que je dois avouer, assez honteusement, que la seule fois où je me sois fait piéger par le Parti socialiste ce fut par lui. J'ai voté pour lui aux élections présidentielles de 2012, et nous avons été nombreux, séduits par son habile slogan, « *Mon véritable adversaire c'est le monde de la finance* » [11]. Nous avons rapidement eu la conviction de nous être laissés abuser. Trop tard, nous avons voté ! [12].

Toute la gauche, excepté La France Insoumise (LFI), les syndicats CGT, CFDT, ont appelé à voter Emmanuel Macron en 2017 et en 2022, au second tour des élections présidentielles face à Marine Le Pen.

A partir de quelle analyse de la situation politique, sociale, économique et financière cet unanimisme de la gauche politique et syndicale pour appeler à voter pour Emmanuel Macron ? C'était le candidat du capital financier, mondialisé, son fondé de pouvoir, dont l'objectif était de finaliser la mise en œuvre de l'idéologie néolibérale dans tous les aspects de la vie économique, financière, juridique, régaliennne, sociétale de notre pays.

La Gauche unanime a (excepté LFI) appelé à voter pour Emmanuel Macron ! Vu l'impossibilité pour l'extrême droite d'accéder au pouvoir à l'occasion de ces élections, il me semble que le slogan « aucune voix pour l'extrême droite » aurait été nettement mieux adapté. Avoir appelé à voter pour Emmanuel Macron fut une faute politique grave car elle a **distillé** une illusion lourde de conséquence sur Emmanuel Macron dont la politique offrait le marche pied à l'extrême droite pour accéder au pouvoir.

Le drame est que ce ralliement électoral au fondé de pouvoir du capital s'est effectué à partir d'une dramatique absence d'analyse de l'état du capitalisme à son stade néolibéral par les forces politiques de gauche de notre pays.

¹¹ **François Hollande.** La citation dans son intégralité prononcée lors d'un meeting au Bourget le 22 janvier 2012, lors de la campagne pour l'élection présidentielle : « *Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance.* »

¹² Heureusement que je ne suis pas corrézien ! **François Hollande** est le candidat du Nouveau Front populaire dans son ancienne circonscription électorale de Tulle. J'aurais eu à revoter pour lui !

NB : il serait suicidaire, et sans doute criminel de ce qui reste de démocratie en France, de faire un choix partisan sur les candidatures du Nouveau Front Populaire. Même si j'avais eu à voter pour **Raphaël Glucksmann**, que j'exècre politiquement, je l'aurais fait ! On ne peut pas faire la fine bouche à cette élection.

En revanche quel bonheur de constater, certes malheureusement 12 ans plus tard, que Sophie Binet la toute nouvelle secrétaire générale de la CGT [13], développe avec une clarté et une simplicité inégalées, une pédagogie extraordinaire la réalité du néolibéralisme.

Cerise sur le gâteau, Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français propose ses services à Macron !

Le secrétaire national du Parti communiste français ira, de son propre aveu, jusqu'à proposer ses services à Emmanuel Macron dès le lendemain de l'élection présidentielle de 2022.

Fabien Roussel est interviewé en direct par LCI à sa sortie de la rencontre avec le Président de la République. Quatre journalistes l'interviewent directement d'un studio. A la question sur la participation du PCF à « l'Union Nationale » que Macron lui a proposé, Fabien Roussel répond : « *Tout dépendra du projet. Si c'est à un haut niveau on est prêt à y participer. Mais j'ai dit au Président qu'il y avait un problème au niveau de la défiance du peuple. Ça dépendra de ce qu'il met sur la table. On verra s'il m'a compris le 5 juillet* » [14]. Le seul obstacle à sa participation au gouvernement néolibéral d'Emmanuel Macron, n'était donc que « *la défiance du peuple* » et non pas, entre autres, une analyse du mandat précédent au bilan désastreux pour le pays, pour les travailleurs ! Et enfin, sans honte du parallèle Fabien Roussel ajoute, « *On a déjà participé à un gouvernement d'Union nationale en 1945 avec le général de Gaulle. Ce n'est pas quelque chose qui nous choque. J'ai dit à Emmanuel Macron que tout dépendait du projet* ». Comment oser comparer les deux périodes historiques ?

La jubilation des journalistes était portée à son comble, l'un d'entre eux couvrant de louanges Fabien Roussel pour ses « *réponses toujours clash* ». Et bien entendu immédiatement en boucle sur France Info : « *Fabien Roussel ne s'oppose pas au principe de la participation à la coalition gouvernementale* ».

Un peu plus tard Emmanuel Macron confirme à l'agence AFP la conception du gouvernement d'Union Nationale qu'il propose : « *Les alliés possibles ce sera des communistes aux LR. Les français ont accordé une légitimité aux députés RN et LFI et ces partis ont une formation politique. Je ne confonds pas les extrêmes mais par leur expression, leur positionnement – j'ai toujours été clair sur ce sujet –, ces formations ne s'inscrivent pas comme des partis de gouvernement* ».

La tête de liste communiste aux élections européennes tacle avec pertinence la tête de liste du Rassemblement National, mais

Léon Desfontaines, tête de liste du Parti communiste aux élections européennes, tacle avec justesse et pertinence, le candidat du Rassemblement national Jordan Bardella lors d'un débat sur LCI : « *La réalité, c'est que votre projet économique et votre projet social, c'est le même qu'Emmanuel Macron. Je suis là pour le combattre* ». ».

Parfait, mais le projet économique et social d'Emmanuel Macron n'est-il pas celui de 2022 auquel Fabien Roussel n'excluait pas de s'y joindre ?

Le PCF aurait-il seulement découvert à l'occasion de cette campagne électorale européenne que le projet économique social et financier néolibéral d'Emmanuel Macron était semblable à celui du Rassemblement national et vice versa ?

¹³ **Sophie Binet**, a été élue secrétaire générale de la CGT le 31 mars 2023

¹⁴ **Fabien Roussel** fait ici référence à la date d'annonce du prochain gouvernement pour le 5 juillet.

La gauche a appelé, en 2017 et 2022, à voter pour le cheval de Troie de l'extrême droite

Le Parti communiste français n'est pas seul à gauche à avoir appelé à voter pour Emmanuel Macron aux deux élections présidentielles de 2017 et 2022. La raison en est simple, les partis politiques de gauche anticapitalistes tels le PCF ou ceux qui possèdent certains aspects anticapitalistes tels la gauche du Parti socialiste et la gauche écologiste, n'ont pas, en tant que parti, une réelle analyse du néolibéralisme, même si certains d'entre eux utilisent le terme. La plupart le confondent avec l'ultralibéralisme. Les deux concepts et les deux pratiques sont différentes et même opposés sur certains aspects. Cette confusion ont conduit ces partis anticapitalistes à appeler à voter pour le cheval de Troie de l'extrême droite, Emmanuel Macron.

Comment les électeurs peuvent-ils s'y reconnaître ? Quel éclairage de la réalité politique de notre pays est offert aux électeurs ? Le plus souvent des mots, des paroles électoralistes, souvent très démagogiques au gré du vent politique, et donc contradictoires d'un jour sur l'autre qui rejettent les électeurs dans les bras de l'extrême droite à qui ceux-ci passent tout, tant ils veulent se débarrasser des partis historiques institutionnels classiques de droite et de gauche [15]. Et le PCF est inclus dans le lot.

Le Parti communiste français, dans une, stratégie de survie comme tous les partis politiques, est tombé dans la trappe de la communication. Les idées, la conviction, la vérité n'existent plus. Ce sont les consultants en communication qui construisent les campagnes électorales sur des schémas de marketing politique. Les partis politiques ne vont plus qu'à la pêche aux voix. Les électeurs ne sont pas stupides. Ils n'ont plus confiance. Ils ne vont plus voter pour eux. Ils leur préfèrent le bulletin d'extrême droite [16].

T3 Emmanuel Macron remercie les syndicats

Les syndicats ne sont pas restés silencieux dans cette déroute idéologique de la gauche. Le président sortant et candidat Emmanuel Macron, à la veille du second tour des élections présidentielles en 2022, remerciera Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, pour son « *soutien inattendu* » sic !, dans lequel il osera l'assurer « *que si les Français devaient lui faire confiance pour un second quinquennat, ils seraient alors amenés à se reparler rapidement* » [17]. On pourrait en rire si ce n'était dramatique.

Mots opportunistes, bien entendu, vite oubliés. Macron ignorera les syndicats. Il les marginalisera durant le début de ce second mandat, dans la continuité de premier. Puis il les ignorera tout simplement.

¹⁵ Cf. « *La campagne de Fabien Roussel aux élections présidentielles de 2022, électoraliste et démagogique* » www.anarchoecolococo.com, rubrique Europe, onglet France

¹⁶ Pour la première fois dans l'histoire de la 5^{ème} République, moins d'un électeur sur deux est allé voter aux **élections législatives de 2017**.

¹⁷ **Emmanuel Macron** remercie **Philippe Martinez** : <https://www.lefigaro.fr/social/quand-emmanuel-macron-remercie-le-patron-de-la-cgt-pour-son-soutien-20220421>

La démocratie libérale [18] représentative est obsolète.

Il faut la remplacer par un autre modèle démocratique qui porterait une conception authentique de la démocratie. Une assemblée constituante s'impose en France pour réviser la Constitution dans ce sens, pour l'instauration d'une 6^{ème} République. Si l'extrême droite gagne les élections législatives, ce ne sera malheureusement pas cette perspective qui se dessine, mais celle d'une démocratie.

De l'incapacité à comprendre le changement de paradigme du capitalisme

Des échecs revendicatifs masqués par des discours d'injonction à la lutte

Lors de mes mandats syndicaux à Air France (1972-1991), l'injonction permanente à la lutte adressée aux salariés par une avant-garde révolutionnaire autoproclamée éclairée m'insupportait déjà. Elle était totalement contreproductive. Plus la participation aux luttes faiblissait, plus le vocabulaire se radicalisait. Plus les luttes se soldaient par des échecs, plus l'injonction à lutter devenait culpabilisatrice.

J'ai commencé mes responsabilités syndicales sous le règne du " dirigeant " syndical qui pouvait monter sur un établi et enjoindre les ouvriers à la lutte. Ceux-ci encore confiants dans les représentants syndicaux, répondaient par un vote à mains levées et souvent avec enthousiasme. Mais ils étaient surtout confiants dans les combats syndicaux car ceux-ci étaient encore victorieux. Puis l'idéologie néolibérale et sa mise en œuvre progressive mais, ô combien déterminée, a accompli sa tâche. Les salariés constataient les difficultés grandissantes à mener des combats victorieux. Les luttes défaites se succédaient. L'échec douloureux de la grande mobilisation sur les retraites, et bien que pour une fois tous les syndicats étaient unis, a sonné le tocsin des illusions. Le rouleau compresseur néolibéral écrase les luttes et avance inéluctablement. Nous avons à reconstruire un rapport de forces favorable aux idées révolutionnaires, anticapitalistes, et surtout porteuses d'une visée alternative radicale au capitalisme.

La révolte des Gilets Jaunes, rejetée sans appel par la gauche

Ces deux dernières décennies qui ont consacré la victoire du néolibéralisme sont l'illustration terrible de l'incapacité des luttes syndicales à engranger des succès revendicatifs significatifs. Je pense à l'analyse sectaire du combat des Gilets Jaunes massacrés dans le sang et la répression [19] qui indique un inquiétant décrochage des forces traditionnelles de gauche de la réalité sociale en France.

¹⁸ La **démocratie libérale** s'oppose à la conception d'une démocratie populaire dans laquelle les citoyens sont consultés en permanence à tous les niveaux de la politique économique sociale, financière, institutionnelle et donc régalienne, et ne délèguent pas leurs pouvoirs à un ou des hommes politiques. La **démocratie libérale** désigne le système politique des démocraties occidentales capitalistes qui associent les idées de **démocratie** et de libéralisme voire aujourd'hui de néolibéralisme.

¹⁹ Trente deux **Gilets Jaunes** perdront un œil, 5 une main, 1 un pied. Des milliers seront mis en garde à vue préventive. Plus de 2.200 peines de prison ont été prononcées, fermes ou avec sursis. Plus de 400 Gilets Jaunes seront condamnés à de la prison ferme. Des milliers seront gravement blessés dont la plupart avec des séquelles psychologiques. On attend l'indignation de la gauche. Cf. <https://basta.media/gilets-jaunes-prisonniers-politique-colere-sociale-detention-justice>

Le mépris de classe, parfois la haine se seront manifestés tout au long de la révolte de Gilets Jaunes. Ils étaient qualifiés de toutes les tares, comme l'étaient les « sans culottes » en 1789 par la bourgeoisie qui ne veulent surtout pas que « sa » révolution de « propriétaires » soit confisquée par des « gueux ». Ceux qu'elle fusillera un siècle plus tard, lors de Commune de Paris. « Ah ces salauds de pauvres ! »

Toutes ces insultes visaient à essentialiser les Gilets Jaunes, en racistes, homophobes, antisémites, fascistes. J'en passe et des pires. Certes comme dans tout groupe humain on peut trouver de ces déviations insupportables, absolument inacceptables, irrémédiablement condamnables. L'essentialisation des Gilets Jaunes en rebut de la société relève d'une manipulation réactionnaire.

Chacun garde en mémoire la déclaration incroyable du secrétaire général de la CGT Philippe Martinez qui d'emblée a catégorisé les Gilets Jaunes de "*petits patrons d'extrême droite*" [20]. On est impressionné par tant de lucidité sociale et politique. Elle m'a convaincu que quelque chose ne fonctionnait pas bien chez nous, à la CGT.

Aujourd'hui la CGT porte enfin haut l'analyse de classe.

L'enjeu majeur de la place des travailleurs dans les processus de décisions stratégiques

« L'enjeu est bien la place des travailleurs dans la prise des décisions stratégiques des entreprises » [21]

Sophie Binet
Secrétaire générale de la CGT

Cette déclaration de la secrétaire générale de la CGT, constituait une trentaine d'années auparavant le fil conducteur de mes propositions alternatives lors de mes mandats syndicaux, puis de ma présidence d'OMNES Air France-KLM.

L'association OMNES qui regroupait la quasi-totalité des syndicats d'Air France et la totalité de ceux de KLM fut une de ces tentatives alternatives que j'ai initiées. Ce fut un succès/échec que j'ai largement décrit dans la première partie de cette trilogie [22]. Je n'y reviens pas.

Une mes initiatives correspondait littéralement à l'affirmation de Sophie Binet sur l'enjeu majeur actuel pour les travailleurs, intervenir dans les prises de décisions stratégiques. Je n'y suis pas parvenu du fait, entre autres, de mon illusion sur la possibilité de la mettre en œuvre au seul niveau d'une entreprise, Air France. Cette tâche révolutionnaire, car elle retire au patronat son pouvoir discrétionnaire, requiert le niveau national. Aussi la déclaration de la

²⁰ **Philippe Martinez**, à la télévision le 16 novembre 2018 sur les Gilets Jaunes « *La CGT ne défile ni avec l'extrême droite ni avec les patrons* » On est confondu par la pertinence de l'analyse ! Un autre secrétaire confédéral CGT **Fabrice Angeli** enfonce le clou : « *ce mouvement ... ne pose pas forcément les bonnes questions et donc n'a pas forcément les bonnes réponses* » ». Rien de plus à dire sur la révolte des Gilets Jaunes? Fort heureusement les positions de la CGT évolueront par la suite.

²¹ **Sophie Binet**, interview dans le journal l'Humanité du 15 Mars 2024.

²² Cf. « *OMNES Air France, de l'espoir à la désillusion - L'histoire du succès / échec d'une initiative / innovation syndicale* », sur www.anarchoecolococo.com, rubrique Europe, onglet OMNES.

secrétaire générale de la CGT est-elle particulièrement bienvenue, car elle situe la problématique au niveau pertinent.

Le capital mondialisé a changé de cheval politique.

*« Pour nous, à la CGT, l'unité, c'est identitaire.
L'extrême droite arrive toujours au pouvoir quand la gauche est divisée »,
« On a l'impression, d'avoir en face de nous une série d'épiciers
qui sont chacun sur leurs petits intérêts de boutique
et qui ne se rendent pas compte de la gravité de la situation.
On est dans un moment où l'extrême droite
est en train d'arriver au pouvoir
dans de plus en plus de pays du monde. » [23]*
Sophie Binet
Secrétaire générale de la CGT

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT n'épargne pas les partis politiques de gauche, qu'elle qualifie, entre autres, « d'épiciers », de boutiquiers. Elle a raison. Mais il est très troublant que ce soit un syndicat qui apporte l'analyse de classe la plus juste, la plus rigoureuse de la réalité politique néolibérale dans notre pays.

T2 Le capitalisme keynésien et le libéralisme classique, remplacés par le néolibéralisme

Le néolibéralisme n'est pas le libéralisme, ni l'ultralibéralisme, ni le capitalisme keynésien des "Trente glorieuses" [24].

Je livre ici ma définition lapidaire, certes trop succincte de deux dogmes incontournables du néolibéralisme [25] :

- La mise de l'ensemble de l'appareil de l'Etat au service exclusif du capital, et qui était l'objectif assigné à Emmanuel Macron par le capital financier, réel maître des horloges. Objectif presque totalement atteint.
- L'exigence d'un Etat fort, hyper centralisé et concentré sur des pouvoirs régaliens autoritaires, et discrétionnaires, pour mettre en œuvre l'idéologie néolibérale jusqu'au bout de sa logique. Objectif désormais assigné par le capital à l'extrême droite.

²³ **Sophie Binet** interviewée sur Mediapart le 18 mai 2024, « Il est minuit moins le quart », <https://www.youtube.com/watch?v=bQGEDKDK3oc>

²⁴ La notion de « **société néolibérale** » désormais utilisée par la CGT et notamment sa secrétaire générale n'est pas totalement entrée dans le vocabulaire et surtout l'analyse de tous les militants. Aussi suis-je étonné que dans une interview dans le journal de la confédération "**La Vie Nouvelle**" (juin 2024), par ailleurs excellent, une secrétaire confédérale de la CGT, continue à utiliser la notion « **d'ultralibéral** » pour qualifier le système capitaliste actuel ?

²⁵ **NB** : mon dernier texte de la trilogie « *Syndicats et syndicalistes à Air France à l'épreuve du néolibéralisme* », sera entièrement consacré à une étude beaucoup plus détaillée et fine du néolibéralisme, sous le titre « **Vaincre le néolibéralisme** ».

Le dernier texte de la trilogie « *Syndicalisme et syndicalistes à Air France à l'épreuve du néolibéralisme* » sera entièrement consacré à l'étude du néolibéralisme, son origine, sa place et sa signification au sein de l'idéologie capitaliste, ses mises en application dans le monde. Quelques mots donc seulement sur ce qui constitue à mon sens l'erreur d'analyse lourde de conséquence de la gauche anti capitaliste et du mouvement syndical de classe.

Le ralliement de la deuxième gauche au néolibéralisme

Nous avons quitté le libéralisme néokeynésien, celui du « compromis social », depuis les années 70. Puis nous avons progressivement mais rapidement quitté le libéralisme classique avec Margaret Thatcher [26] (1979) et Donald Reagan (1981), que l'on peut considérer comme les premiers néolibéraux occidentaux. Les autres pays capitalistes leur ont emboîté plus ou moins rapidement le pas. Le ralliement à l'idéologie néolibérale des sociaux-démocrates, socialistes français, démocrates étatsuniens, travaillistes anglais, au début des années 80, aura été un facteur décisif pour sa progression en France, en Europe, dans le monde. En France, au niveau syndical, le syndicat CFDT remplira ce rôle de promoteur et vulgarisateur du néolibéralisme dans le monde du travail.

L'extrême droite nécessaire pour finaliser la mise en œuvre du néolibéralisme

Je cherche à démontrer dans ce texte l'évolution sous estimée de la puissance idéologique, de l'hégémonie culturelle croissante que le néolibéralisme a acquis en une cinquantaine d'années, depuis 1973 première mise en œuvre du néolibéralisme au Chili [27], à aujourd'hui en 2024.

La victoire idéologique du néolibéralisme est aujourd'hui quasi totale. En France, si l'extrême droite accède dans 15 jours au gouvernement, Emmanuel Macron aura finalisé la domination néolibérale en France à la fin de son second mandat en 2027. Sauf chaos extrême, il ne sera sans doute pas contraint de démissionner d'ici là.

Les alliances des droites européennes avec l'extrême droite déjà très avancées dans certains pays de l'Union européenne, et réalisée en France, peuvent faire basculer le paysage politique installé depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

En France, le terrain politique, économique, social, juridique, institutionnel, est prêt pour la mise en œuvre finale et exhaustive du néolibéralisme par la force politique qui, pour le capital mondialisé en est désormais seule capable, l'extrême droite (en l'occurrence alliée à la droite extrême).

Le système capitaliste néolibéral solidement installé

Les institutions des États, le système bancaire financier au service exclusif du capital

²⁶ **Margaret Thatcher**, grande amie et protectrice du dictateur Augusto Pinochet, qui a porté le néolibéralisme sur les fronts baptismaux

²⁷ Cf. mes articles sur le site www.anarchoecolococo.com, rubriques Amériques, onglet Chili.

Le remplacement de la société capitaliste par une autre société construite par les peuples avec leurs organisations politiques syndicales révolutionnaires, avec une visée communiste fondamentalement égalitaire, n'est pas pour demain.

Le système capitaliste mondialisé financiarisé a, au cours de ces cinquante dernières années, fermement consolidé ses assises par une financiarisation tentaculaire de tous les éléments, de tous les moments de la vie humaine. Il a tout verrouillé, et solidement. Les institutions internationales, Fond Monétaire International (FMI), Banque mondiale, Banque Centrale Européenne (BCE), Fonds souverains, Banques d'investissements, mais aussi Traités internationaux, et bien entendu tout le système financier spéculatif des marchés financiers globalisés, sans oublier le Traité de Maastricht qui a sonné le basculement du rapport des forces en faveur du capital en Europe, sont tous au service exclusif du capital financier. Ils détiennent les cordons de la bourse. Ce sont eux qui définissent les stratégies gouvernementales. François Hollande, candidat à la présidence de la République, dans son discours du Bourget, l'avait parfaitement dit, sauf qu'il aura encore accru leur pouvoir ! Une trahison impardonnable ! ^[28]

Dans le système néolibéral les oligarchies autoritaires qui gouvernent via leurs fondés de pouvoir, ont choisi les extrêmes droites qu'ils considèrent être aujourd'hui les plus aptes à garantir leur domination et la croissance de leur profits.

En France, leur fondé de pouvoir Emmanuel Macron avec un gouvernement insuffisamment autoritaire ne leur est plus d'un recours efficace. Il a rempli sa tâche en préparant la venue de l'extrême droite. Le capital veut maintenant passer à un autre épisode avec elle.

Le traité de Maastricht a placé l'Union européenne sous la coupe des marchés financiers

Pour l'Europe, le traité de Maastricht (7 février 1992) à l'article 104, acte l'interdiction stricte du financement monétaire des États dans la nouvelle zone euro et l'obligation de financer leurs investissements par les marchés financiers ^[29].

Le service de la dette de ces pays a explosé et les marchés financiers détiennent désormais un outil d'une redoutable efficacité pour peser sur les orientations stratégiques des États. Ils ne s'en privent pas !

²⁸ Cf. l'intégralité de son discours sur ce sujet, note de bas de la page 5.

²⁹ **Article 104 du traité de Maastricht (1992)** : "Il est interdit à la banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédits aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres. L'acquisition directe, auprès d'eux, par la banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.". L'État est contraint d'emprunter sur les marchés financiers. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A12002E104>
Article 123 du Traité de Lisbonne (2005) adapté la législation française a confirmé l'interdiction pour l'État de se financer auprès de la Banque de France.

Dans les autres pays capitalistes de l'« Occident global » néolibéral ^[30], les États sont également contraints de passer par les marchés financiers pour emprunter pour leurs investissements.

Les investissements des États, et donc ce qui porte leur vision de la société à construire, dépendent aujourd'hui dans le monde du bon vouloir de la finance internationale. C'est un pouvoir absolu sur leur stratégie économique, financière et politique.

Le combat de classe prioritaire est aujourd'hui de retirer totalement ce pouvoir au système financier mondialisé et le donner aux peuples, aux travailleurs. Une tâche titanesque vu le rapport de force national, européen, mondial en 2024.

Un combat à mener sur deux fronts

Tant que nous n'aurons pas trouvé le moyen de faire sauter les verrous financiers mis en place par le capital, il dominera, et de plus en plus violemment, l'Etat néolibéral veillant sur la pérennité de sa domination.

Le combat doit donc se mener sur deux fronts :

- Une construction collective d'une alternative politique, par les peuples avec leurs organisations et partis politiques anticapitalistes respectifs. Elle requiert l'articulation des niveaux nationaux, régionaux (UE) et mondial. C'est le niveau politique, dans le sens premier originel du concept, et non pas politicien.
- Une résistance au pouvoir du capital dans le cadre de la société néolibérale. C'est le niveau syndical. Le niveau syndical international est également ici requis, mais aujourd'hui dramatiquement absent.

Des luttes intersectionnelles ^[31] prometteuses montent partout dans le monde.

Les entrées pour porter des coups à l'idéologie néolibérale sont multiples, le combat social, écologique, féministe, anticolonialiste, antiraciste etc .., en un mot les combats intersectionnels, forme d'encerclement stratégique et d'étouffement du système capitaliste néolibéral. Ils seront les plus efficaces pour le toucher dans ses éléments encore faibles, l'ébranler, le fragiliser, le saper.

Le mouvement syndical, au niveau national, régional et mondial, doit animer les luttes des travailleurs avec l'exigence de leur entière et active participation pour porter des coups dans les lieux de décisions stratégiques du capital. L'entreprise en est le lieu privilégié.

Le néolibéralisme s'installe partout dans le monde. Il a remporté une écrasante victoire planétaire. Toutefois la résistance des luttes intersectionnelles montent dans le monde. A ce

³⁰ **Occident global**, par ce concept encore très peu usité, je fais écho à celui de « **Sud global** », en revanche largement utilisé. La notion d'Occident, ou celle de " pays occidentaux " conduit à commettre des contresens en limitant le périmètre de ces pays occidentaux à l'Occident, entendu comme Amérique du nord et Union européenne. Des pays situés géographiquement en Orient, en Asie se réclament du camp occidental capitaliste d'idéologie néolibérale. Ce sont notamment le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Israël. Restent les pays du Golf dont certains ont rejoint ce 1er janvier 2024 le « Sud global », pays qui économiquement sinon financièrement se situent encore par leurs intérêts nationaux dans le camp de l'Occident. Basculeront-ils totalement dans celui du Sud global, pour le moment très hétéroclite ? La géopolitique est en profonde évolution. Les discussions actuelles pour que le Japon, la Corée du Sud et d'autres rejoignent l'OTAN, pourtant nommée Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, en sont une indication.

³¹ **Luttes intersectionnelles**, concept visant à révéler la pluralité et l'interconnexion des discriminations de classe, de sexe, de genre de race, et à les combattre.

jour elles ne sont pas encore victorieuses ou ne remportent que des victoires partielles. Mais une vague de fond monte. L'espoir de l'amorce d'un renversement des rapports de forces apparaît. Les combats de classe à venir seront sans aucun doute parmi les plus durs que l'humanité aura à engager. Leur issue décidera de son avenir.

Le néolibéralisme porte en lui les démocraties, comme la nuée porte l'orage

« *Les forces de l'argent basculent à l'extrême droite* » ^[32]

Sophie Binet

Secrétaire générale de la CGT

Alors que certains partis politiques de gauche disaient, avec une dramatique irresponsabilité, ne pas « *vouloir entendre parler de la victoire du RN* », ce serait « *défaitiste* » ^[33].

Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, contredit cette illusoire conjuration en apportant un argument essentiel qui explique les raisons de la percée spectaculaire de l'idéologie néolibérale dans le monde et de la très probable victoire de l'extrême droite :

Les forces de l'argent ont basculé à l'extrême droite.

Le capital financier mondialisé, assoiffé de profits, a choisi l'extrême droite pour la finalisation de la mise en œuvre du néolibéralisme

Les droites, comme les gauches converties au néolibéralisme, ne leur sont plus d'un réel secours. Elles ont fait leur travail. Elles ont préparé le terrain pour les extrêmes-droites. Celles-ci sont seules capables de perpétrer la domination violente du capital, et la renforcer. Il serait irresponsable de le nier, car ce serait s'interdire de s'y préparer et d'élaborer des stratégies de lutte. Et c'est urgent. Dans 15 jours, l'actualité politique dans notre pays l'attestera. Mais la gauche arrive nue de stratégie alternative au système capitaliste.

Dans le domaine social, l'extrême droite (alliée à la droite extrême) poursuivra, amplifiera et finaliserait la casse déjà spectaculaire engagée par le macronisme.

Dans le domaine des atteintes aux libertés individuelles, collectives, syndicalistes, politiques, associatives, l'extrême droite (alliée à la droite extrême) s'appuierait avec délectation sur les lois liberticides accumulées durant les deux mandats de Macron et totalement sous-estimées, et même parfois ignorées, par une partie de la gauche.

L'extrême droite (alliée à la droite extrême) complétera et avec application le corpus juridique liberticide élaboré par le macronisme au cours de ces deux mandats présidentiels. La partie la moins fréquentable de la société française se sentirait alors pousser des ailes. Elle se montrerait à découvert, en se constituant parfois en milices qui essaieront de faire leur loi.

³² **Sophie Binet**, interview dans le journal l'Humanité du 15 mars 2024.

³³ **Fabien Roussel** : « *Dire que Marine Le Pen peut gagner, c'est déjà accepter la défaite* », ENTRETIEN.
Fabien Roussel : « *Dire que Marine Le Pen peut gagner, c'est déjà accepter la défaite* » ([ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr))

Les partis politiques qui ont nié cette réalité, certes un peu effrayante, étaient irresponsables. Ils portent la responsabilité de réveils très durs pour certains militants de gauche, et notamment communistes ceux que je connais le mieux, et qui ne sont pas du tout préparés à ce tsunami politique en France et en Europe. De grandes déprimés politiques s'annonceraient chez ces militants. Elles ne seraient pas porteuses d'action.

En France l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite alliée à la droite extrême le 30 juin annoncerait la dernière étape de la mise en œuvre du néolibéralisme en France. Des années difficiles, très difficiles se profileraient. Nous entrerions dans la phase la plus aigüe, la plus violente du néolibéralisme. Nous n'y sommes pas préparés. Danger !

L'accès au pouvoir de l'extrême droite en France, si elle ne correspondrait pas au cataclysme d'une victoire de Trump aux États-Unis en novembre prochain, serait toutefois un tremblement de terre politique et sociétal, idéologique, en France et en Europe.

En 2024, Trump, Poutine, Xi Jinping, Marine Le Pen, au conseil de sécurité de l'ONU, avec droit de veto !

La France est la 7^{ème} puissance économique mondiale. C'est une puissance nucléaire. Elle siège au conseil de sécurité avec le privilège exorbitant du droit de veto. Aussi imaginons le cauchemar en novembre 2024, à l'issue des élections aux États-Unis, de représentants trumpiens, d'extrême droite pour la France [34], d'une Russie poutinienne, d'une Chine orwellienne au conseil de sécurité de l'ONU, quatre dictatures et/ou démocraties [35] avec un droit de veto sur la paix du monde. Seule resterait la Grande Bretagne, mais pour combien de temps encore ?

Cette situation fait écho pour moi à ce que j'ai vécu au Chili avec l'avènement de la dictature pinochétiste [36]. L'illusion d'une armée républicaine était solidement ancrée chez de nombreux militants de gauche. Cette armée soi-disant « républicaine » les a passés au fil de l'épée. Des milliers de militants socialistes, communistes, du MIR [37], syndicalistes de la CUT [38] sont morts assassinés. Certes les réalités politiques en France et en Europe ne sont pas du tout comparables à celle du Chili de 1973, si ce ne sont les illusions dangereuses chez des militants de gauche, alimentées par leur partis respectifs, au cours de ces dernières années et qui les laissent aujourd'hui démunis, confrontés à la terrible perspective de l'avènement d'une forme de démocratie-dictature, une « démocratie » en France.

Et l'on perçoit que le déni hier de ces partis de gauche du risque de l'arrivée de l'extrême droite (alliée à la droite extrême) du fait des politiques néolibérales largement amorcées par Nicolas Sarkozy, mises en œuvre avec acharnement par le gouvernement socialiste de

³⁴ **NB :** La nomination du **représentant de la France au Conseil de sécurité de l'ONU**, relève de la prérogative du président de la République, en l'occurrence Emmanuel Macron. Il ne serait donc sans doute pas étiqueté Rassemblement national, mais en serait le clone.

³⁵ Les démocraties libérales capitalistes actuelles préfèrent qualifier ces régimes politiques du terme abscons de « **démocraties illibérales** » afin de se distinguer d'elles, bien qu'elles créent toutes les conditions à leur accès au pouvoir, et en portent donc la responsabilité. Cf. « **Lettre à Anne Chemin**, (journaliste au Monde), **là où s'arrête la démocratie** », 23 juin 2018, sur www.anarchoecolococo.com, rubrique Europe, onglet France.

³⁶ **Dictature au Chili**, cf. mes articles sur le site www.anarchoecolococo.com, rubriques Amériques, onglet Chili.

³⁷ **MIR** : Movimiento de Izquierda Revolucionaria.

³⁸ **CUT** : Central Unitaria de Trabajadores de Chile

François Hollande, puis amplifiées par le néolibéral assumé Emmanuel Macron, se transforme en panique. Ce qui n'est pas plus politiquement fécond.

De la victoire de l'idéologie libérale

Ma thèse est que les causes fondamentales de la baisse de l'influence de la CGT, de la quasi disparition du Parti communiste Français, de l'inexistence de poids idéologique des groupuscules anticapitalistes, de l'ambiguïté du mouvement écologiste et de l'alignement d'une partie du Parti socialiste sur l'idéologie néolibérale, se situent dans la victoire écrasante de l'idéologie néolibérale. Seule La France Insoumise (LFI) émerge un peu dans ce chaos idéologique, mais traversée par de trop nombreuses ambiguïtés, elle s'avère peu lisible. Et surtout LFI ne porte pas de « visée communiste », mais social-démocrate, certes radicale mais sans rupture totale avec le capitalisme. Elle se réclame de ce que je qualifierais d'un « Republicanisme radical ». Enfin, LFI accuse un déficit démocratique abyssal.

De l'exigence de reconnaître notre défaite idéologique

Il n'est jamais bien agréable de reconnaître sa défaite, surtout lorsque la victoire de l'ennemi a des conséquences délétères sur la situation sociale des salariés, et plus largement des populations et pourrait avoir des incidences catastrophiques sur l'avenir même de l'humanité.

Le néolibéralisme a vaincu. Il serait suicidaire de le nier. Ce serait aller au devant de notre extermination idéologique.

Les grandes luttes de ces dernières années n'ont pas abouti. Elles ont été vaincues. Enumérer ici l'ampleur de nos défaites serait cruel. Le rouleau compresseur néolibéral a écrasé le monde du travail, et laisse des cadavres sur lesquels prospère le capitalisme financier le plus rapace.

Faute de mode de luttes alternatives suffisamment efficaces, nous devons travailler collectivement à l'élaboration de nouveaux modes d'action à partir d'une analyse concrète d'une situation concrète, sans abandonner les formes de luttes traditionnelles. Il nous faut arrêter de nourrir un roman auquel la très grande majorité des salariés ne croît plus, et contribue à un repli sur soi, mortifère.

C'est compliqué. Ça implique de se remettre en cause. Ce n'est pas le fort de nos organisations syndicales et politiques. Et pourtant nous ne pouvons répéter à l'envie des slogans qui vont de l'incantation à l'injonction, vides de sens pour la grande majorité de la population française, absents de tout aboutissement, de réalisation.

Une lobotomisation de la conscience politique

Nous devons prendre en compte que 50 années de progression inéluctable de l'idéologie néolibérale ont abouti à une aseptisation des consciences. Le néolibéralisme a transporté la majorité de la population dans un monde de consommation compulsive et dégradée. Il a réussi à noyer les populations dans le souci obsédant, permanent et stérilisant du remboursement des crédits. L'idéologie néolibérale empoisonne les consciences et les corps dans un monde où la réflexion politique visionnaire est devenue quasiment inexistante.

Une sous estimation globale de l'hégémonie culturelle des idéologies fascistoïdes

Les populations n'ont plus que la télévision pour alimenter, ou plus exactement pour lobotomiser leur réflexion. Ils sont dépourvus d'outils de réflexion pour la compréhension du monde dans lequel ils vivent.

La qualification de déliquescence des sociétés de l'Occident global n'est pas un excès de langage, une formule de tribune. Les militants que nous sommes qui rencontrons, discutons et essayons de débattre avec les gens, le constatons quotidiennement, amèrement. Cette terrible situation, résultat de décennies d'action offensive de l'idéologie néolibérale aboutit aujourd'hui à des peuples qui subissent impuissants l'instabilité sociale, politique, environnementale, internationale. Ils ne comprennent pas ce qui leur arrive. Ils peuvent alors prendre peur, paniquer même, et devenir ainsi une proie facile pour gober les explications les plus simplistes et fallacieuses. La progression spectaculaire, en France, en Europe et dans le monde des partis d'extrême droite, nationalistes, racistes, voire dictatoriaux en est la conséquence mortifère. Le complotisme prospérant sur le chaos.

T2 Le complotisme un outil (super) efficace du néolibéralisme

Les idéologies d'extrême droite ont réussi à convaincre un grand nombre de gens que la vérité n'existait pas, que tout était faux, ou plus exactement que le faux était vrai, et inversement. Une société de démente collective se construit sous nos yeux. Ne trouvant pas d'explication rationnelle au chaos mondial qui se dessine devant eux, nombreux sont ceux qui se réfugient dans une conception complotiste du monde. C'est la seule explication à leur disposition et la plus facile à épouser. Les gens subissent et ne comprennent pas d'où viennent leurs souffrances, quelle en est l'origine. Ils vont alors chercher les solutions chez les démagogues, manipulateurs et bonimenteurs professionnels. Donald Trump en est sans doute le spécimen le plus emblématique, et l'un des plus inquiétants. Narendra Modi, premier ministre indien mystique, raciste, fascistoïde, sanguinaire, et qui vient d'être réélu, est, quant à lui, sans doute le plus terrifiant des dictateurs et de la plus grande démocratie [39] du monde avec une population de 1,5 milliard d'individus [40]. Même Poutine a du mal, en Russie, à arriver à sa cheville ! [41].

Les partis politiques institutionnels historiques, enfermés dans des stratégies de survie

La plupart des grands partis politiques classiques institutionnels, de gauche comme de droite, n'apportent plus d'éléments de compréhension des affres que subissent nos sociétés. Ils ne sont plus que dans des stratégies de survie. Ils offraient un spectacle affligeant, jusqu'au sursaut du Nouveau Front Populaire. Ils avaient fait place nette pour les démagogues dans lesquelles certains d'entre eux s'y sont même fourvoyés.

Les partis politiques sont-ils nécessaires ?

« L'utilité d'un parti politique se démontre dans sa capacité

³⁹ **L'Inde** n'est une « démocratie » que si on limite le concept au processus d'élections, c'est-à-dire l'aspect le plus pauvre de la démocratie. Avec **Narendra Modi** l'Inde est de fait devenue, ainsi que de plus en plus de pays dans le monde, une **démocrature**, c'est-à-dire une démocratie-dictature. La démocrature est le régime politique idéal pour l'épanouissement du néolibéralisme.

⁴⁰ Elle vient de dépasser la Chine avec 1,4 milliard d'individus !

⁴¹ Cf. Arte, « *Narendra Modi, l'idéologie de la Haine* » <https://www.arte.tv/fr/videos/116713-000-A/inde-l-ideologie-de-la-haine/>

Il est affligeant de constater la pauvreté de réflexion et l'absence de vision des grands partis politiques classiques, historiques. Sophie Binet les qualifie « d'épiciers » uniquement soucieux de leur « boutique ». Je partage son analyse. La société s'interroge : les partis politiques sont-ils nécessaires ?

Je le pense, mais à condition qu'ils procèdent à leur aggiornamento.

Un parti politique, un outil d'émancipation ?

Le Parti communiste français aura été, sans contestation possible, l'outil d'émancipation de la classe ouvrière en France. Il fut aussi un lieu de culture, d'accumulation de connaissance et de production d'analyses qui permettaient aux peuples de mieux comprendre le monde dans lequel il vivait. Son existence fut essentielle pour les salariés en général. Son déclin lié à la victoire du néolibéralisme et du à ses propres erreurs et errements, est aujourd'hui la dure réalité. Un parti politique émancipateur des dominés du capitalisme néolibéral est dramatiquement absent. Il est à reconstruire.

La classe ouvrière n'a pas disparue, contrairement à certaines assertions, elle s'est profondément et structurellement transformée. La société a, elle aussi, évolué.

Les mouvements, l'alternative aux partis politiques ?

Les deux mouvements, La république en Marche (LERM) et La France Insoumise (LFI) se sont en partie construits sur le rejet des partis politiques. Ils reposent sur des figures charismatiques, Emmanuel Macron pour l'un, Jean-Luc Mélenchon de l'autre. Leur fonctionnement exclut toute démocratie interne ^[43].

Ces alternatives offertes ne surmontent pas la véritable problématique démocratique d'engager les gens dans une réflexion, constructive collective de projet cohérent de société. Bien au contraire, le corpus militant quasiment totalement absent pour La République en Marche (LERM), aujourd'hui Renaissance, et une absence abyssale de démocratie interne pour la France Insoumise (LFI), les disqualifie en tant qu'organisations politiques ayant vocation à concevoir la gestion de l'Etat. Ils sont une caricature de verticalité.

Un espoir se profile à terme dans la recherche d'alternatives au néolibéralisme fascistoïde

En France, en Europe, dans le monde, au-delà des partis politiques traditionnels, des milliers et des milliers d'organisations, d'associations apportent des éléments de compréhension du capitalisme néolibéral. Elles sont encore parcellaires, dispersées. Elles ne sont malheureusement pas encore porteuses de vision globale, cohérente. Mais elles permettent d'avancer pour saisir toute la complexité de la réalité.

Et dans l'hypothèse optimiste d'une renaissance des partis politiques de gauche, la complémentarité et l'articulation de ces différents modes d'organisation, avec les syndicats et partis politiques, nous offrirait un espoir de vaincre le néolibéralisme dominateur.

⁴² **Jean Quétier**, philosophe marxiste, tribune dans le journal l'Humanité 28 avril 2024. « De l'utilité du parti politique », ed PUF,

⁴³ **La France Insoumise** : les derniers feuillets des exclusions, des refus d'investitures décidés par un petit cénacle en sont d'autres dramatiques exemples.

Les luttes intersectionnelles s'imposent

L'histoire de la France est aussi une histoire coloniale

Nous sommes dans une société postcoloniale ce que les idéologies dominantes refusent toujours de prendre en compte. Les jeunes générations, descendants enfants des peuples colonisés ont pris connaissance et ont pleine conscience de la réalité violente, meurtrière, éminemment raciste du colonialisme que leurs aïeux ont subi. Elles veulent la reconnaissance de ce crime contre l'humanité. Elles exigent à juste titre des réparations. Pourtant le néocolonialisme poursuit pourtant le pillage et l'exploitation de ces peuples sur presque tous les continents, sous la protection de lois du commerce international écrites en sa faveur. Mais le néocolonialisme rencontre des résistances croissantes. La France vient de se faire expulser de presque tous les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le Franc CFA (FCFA) est remis en cause [44].

T4 Lutte contre le racisme

Le racisme est en progression dans nos sociétés capitalistes notamment avec la stigmatisation des migrants, que je préfère appeler « prolétaires nomades » [45] car ils vont vendre leur force de travail partout où on leur donne la possibilité de travailler.

La lutte constante contre le racisme est indispensable.

L'antisémitisme, ce racisme dont on connaît les horreurs absolues, est devenu une insulte lancée à tort et à travers, ce qui le banalise très dangereusement.

T4 Défense des minorités discriminées

Les minorités discriminées, et souvent criminalisées luttent pour la fin définitive de leur stigmatisation par la société.

T4 Egalité Homme/femmes

Les femmes, exploitées par les hommes durant des siècles, veulent leur pleine reconnaissance, et accéder enfin à une stricte égalité entre les femmes et les hommes. Les batailles féministes dans l'acception la plus large de cette notion, ont permis des évolutions positives. D'autres combats sont nécessaires pour atteindre l'objectif d'égalité.

T4 Défense de l'environnement

Les jeunes se mobilisent puissamment pour la défense de l'environnement de notre planète. Les combats écologistes qui dénoncent le « capitalocène » [46] en cours deviennent l'urgence absolue pour la survie de l'humanité.

Les luttes intersectionnelles, sont le réceptacle incontournable pour une coordination productive de toutes ces batailles apparemment séparées, déconnectées. Elles possèdent un contenu de lutte de classe, anticapitaliste. Reste à construire une alternative commune et cohérente. C'est tout l'enjeu de ces prochaines années.

Toutes ces organisations actives au sein des luttes intersectionnelles, même si elles ne possèdent pas le label de parti politique, devraient devenir un « outil d'émancipation » des dominés.

⁴⁴ **FCFA** : aujourd'hui « Franc de la Communauté Financière Africaine » dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et de « Franc de la Coopération financière en Afrique » dans les pays de l'Union monétaire de l'Afrique centrale, signifiait à sa création en 1945, " **Franc des Colonies Françaises d'Afrique**".

⁴⁵ Cf. **Alain Badiou**, « *Trump* », ed. PUF, 2020.

⁴⁶ **Capitalocène**. A l'instar d'**Andréas Malm**, inventeur de ce concept, je parle de « Capitalocène » pour décrire la crise écologique en cours. Je n'utilise pas le terme d'**Anthropocène**, parce qu'il dédouane le capitalisme productiviste de sa responsabilité majeure, sinon exclusive, de la crise écologique et reporte la responsabilité sur les individus. Je considère que le système économique et l'organisation sociale capitaliste du monde est responsable des dérèglements environnementaux actuels.

L'extrême droite est aujourd'hui prête à la prise du pouvoir en France

En 2017, à la première élection présidentielle d'Emmanuel Macron, l'extrême droite n'était pas prête à la prise du pouvoir. La stratégie de « dédiabolisation » du Rassemblement National (RN) n'était pas encore vraiment engagée. Les idées d'extrême droite n'étaient pas hégémoniques. Le Front national (FN) ne représentait pas encore de potentiel carriériste pour la caste des hauts fonctionnaires, corps indispensable pour prendre, exercer et garder le pouvoir en France.

En 2018, Marine le Pen et ses affidés, consciente que ce « plafond de verre » lui interdisait la prise du pouvoir décida une stratégie qui s'avère aujourd'hui gagnante, la dédiabolisation de son parti. Elle changea son appellation Front National (FN) en Rassemblement National (RN).

En 2022, la seconde élection d'Emmanuel Macron, l'hégémonie culturelle des idées d'extrême droite n'avaient pas encore suffisamment envahi les médias, bien que la mouvement était déjà solidement engagé.

En 2024, les journalistes rivalisent en déclarations et analyses nauséabondes sur les chaînes de télévisions et radios investies par le grand capital qui a choisi d'enfourcher le cheval de l'extrême droite. Une majorité de téléspectateurs et auditeurs semblent ravis, conquis. Les audimats le prouvent. Les radios et chaînes publiques ne veulent pas être en reste. Elles aussi préparent demain, elles censurent, licencient des journalistes. Rachida Dati, la ministre de la culture prépare sous l'impulsion du président la République la fusion des chaînes publiques, pour faciliter la mainmise du pouvoir sur toute la chaîne de l'information, pour sa privatisation. Le Rassemblement national annonce qu'en cas de victoire les 30 juin et 7 Juillet, une de ses premières décisions sera la privatisation de l'ensemble des médias publics !

Chaque jour apporte une mauvaise nouvelle sur la progression de l'hégémonie culturelle de l'extrême droite en France. Lise Boël, l'éditrice de l'infâme raciste fascistoïde Eric Zemmour vient d'être nommée à la tête de la grande et historique maison d'édition Fayard, elle-même passée dans les mains de Vincent Bolloré. Cette maison d'édition vient de refuser la réédition de l'ouvrage de l'immense et brillant historien juif israélien, Ilan Pappé, « *Le nettoyage ethnique de la Palestine* » [47]. Des jours sombres pour la culture se profilent, avec ou sans RN au gouvernement.

En 2024 nous sommes bien obligés de constater que l'hégémonie culturelle de l'extrême droite est entrée dans notre réalité. La condition sine qua non pour conquérir le pouvoir et le conserver.

La dissolution de l'Assemblée nationale, une décision solitaire d'Emmanuel Macron ?

⁴⁷ **L'éditeur La Fabrique** l'a réédité le 10 mai 2024. Heureusement qu'il reste encore quelques maisons d'édition progressistes. Vincent Bolloré et ses comparses milliardaires n'ont pas encore fait main basse sur toute l'édition. Empêchons-les !

Il semble acquis qu'il n'avait prévenu de sa décision de dissolution de l'Assemblée nationale que quelques « collaborateurs très proches ». Aucun ministre, y compris le premier ministre n'ont été informés, a fortiori consultés ! Pire, ni la présidente de l'Assemblée nationale, second personnage de l'État, ni le président du Sénat troisième personnage de l'État ne l'ont été. Illustration si cela était nécessaire, de son mépris total pour les institutions "démocratiques" de la République. Mais cela signifie-t-il qu'il aurait pris seul la décision ?

A moins que le président de la République française soit encore plus jupitérien qu'on l'imaginait, et surtout totalement irresponsable, il semble peu crédible qu'une décision qui a autant de conséquences sur les équilibres politiques en France, aurait été prise sans aucune concertation.

Aussi émetts-je ici, une hypothèse qui s'articule à mon analyse de la convergence néolibérale entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, et les deux portraits que je dresse rapidement d'eux.^[48]

Macron / Le Pen, les deux faces de la même pièce néolibérale*

J'imagine que cette affirmation est difficile à accepter tant elle ne correspond pas aux images véhiculées de ces deux acteurs de la vie politique française. Et pourtant ce sont bien les deux faces de la même pièce néolibérale. Au-delà de cette affirmation brutale, essayons d'apporter quelques arguments.

Les deux personnages ont des parcours politiques, des personnalités très différentes, opposés. Pourtant tous les deux sont porteurs de l'idéologie néolibérale. Mais une différence majeure les oppose brutalement : ils sont en désaccord sur la stratégie pour la mettre en œuvre, pour la pousser jusqu'à la finalisation entière de sa logique.

Emmanuel Macron biberonné à l'idéologie néolibérale, promu par le grand patronat

Emmanuel Macron ne sort pas de nulle part. Il est membre du Parti socialiste de 2006 à 2009. Secrétaire général adjoint du cabinet de François Hollande à l'Élysée, sa nomination à ce poste avait été requise à François Hollande par plusieurs patrons : Bernard Attali, PDG d'Air France, Gérard Mestrallet, directeur général de Suez, Jean-Pierre Clamadieu PDG d'ENGIE, Jean-Pierre Rodier, PDG de Pechiney et Serge Weinberg, directeur général de Sanofi ^[49].

Puis il sera nommé ministre de l'Économie, de l'industrie et du numérique. Sa nomination illustre la volonté néolibérale de François Hollande.

Au carnet d'adresses bien rempli ^[50], Emmanuel Macron a évolué dans un milieu politico-intellectuel très fermé, dans des cercles de réflexion (Think tank), des « laboratoires d'idées » telle la « Commission Attali » dont il fut le rapporteur pour la « Libération de la croissance française » de la « Commission Attali », aujourd'hui « France Positive » du même

⁴⁸ J'ai soumis mon hypothèse à plusieurs amies, amis et camarades. Tous, toutes m'ont affirmé sa crédibilité, et sa cohérence avec mon analyse globale de la situation. Des remarques exprimées m'ont amené à préciser les tenants et aboutissants de cette hypothèse.

⁴⁹ **Gérard Davet et Fabrice Lhomme**, « La dévorante ambition d'Emmanuel Macron », sur lemonde.fr, 19 août 2019 ; **Daniel Schneidermann**, *Président des riches, enfin la preuve !* « », sur arretsurimages.net, 30 août 2019

⁵⁰ **Martine Orange** « *Rothschild, une banque au pouvoir* », ed. Albin Michel, 2012.

Jacques Attali. Il fut familier de groupes de pression, lobbys notamment financiers et bancaires, associations internationales qui promeuvent le néolibéralisme, « Le Siècle » [51], la « Trilatérale » [52], « Groupe Bilderberg » [53]. Il fait partie du groupe « Les Gracques » composé d'anciens grands patrons et de hauts fonctionnaires. Il anime le cénacle d'experts et d'économistes, le « groupe de la Rotonde » qui prône « *un véritable choc de compétitivité* ».

Toutes ces organisations, clubs etc.. ont le même objectif, avec des stratégies plus ou moins différentes, garantir le pérennité du système capitaliste.

Le Forum économique mondial de Davos, plus connu, est quant à lui, la vitrine la plus ouverte et aussi la plus feutrée des néolibéraux.

Emmanuel Macron est la création monstrueuse de tous ces organismes qui œuvrent pour la permanence du capitalisme. Le néolibéralisme étant sa phase contemporaine considérée comme « la fin de l'histoire ». Cette fois encore cette vision du monde capitaliste est théorisée [54] : plus aucun autre système ne sera possible.

Emmanuel Macron a évolué dans tous les réseaux patronaux. Il sera conseiller de nombreux groupes financiers, et parfois secrètement, Il sera même accusé de double jeu en conseillant deux compétiteurs dans l'offre de rachat du Journal Le Monde [55].

Les membres de ces organismes du grand patronat français et international vivent dans l'entre-soi. Ils sont dans l'incapacité de mesurer les préoccupations des gens, Ils sont dans l'incapacité de mesurer les dégâts déléteurs du néolibéralisme qu'ils promeuvent et mettent en œuvre. Emmanuel Macron y a excellé. Le grand patronat l'a remarqué et en a fait son missi dominici au gouvernement. Il l'a choisi pour la présidence de la République.

Sur le plan strictement politique, il fut avec Tony Blair un des thuriféraires de la deuxième gauche, qui se ralliera au néolibéralisme.

« La deuxième gauche m'a inspiré sur le social, autant je considère que son rapport à l'État reste très complexé. Je me suis toujours interrogé sur le rôle de l'État » [56]. Il trouvera vite la réponse, l'idéologie néolibérale qui place l'Etat au centre du jeu pour normer la société aux seuls intérêts du capital.

Marine Le Pen, comme chacun le sait, a baigné dans une culture fascistoïde. Elle partage tous les dogmes de l'idéologie néolibérale. Elle sait mieux que quiconque que les régimes d'extrême droite sont le réceptacle naturel du néolibéralisme. Elle a opté pour une posture outrancièrement démagogue, en flattant la population la plus exploitée et lui promettant le paradis. La faillite des partis politiques traditionnels pourrait lui permettre de gagner son pari, l'accès au pouvoir de l'extrême droite.

⁵¹ « Le Siècle » : [Le siècle \(lesiecle.asso.fr\)](http://lesiecle.asso.fr)

⁵² « La Trilatérale » : [Commission trilatérale — Wikipédia \(wikipedia.org\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_trilatérale)

⁵³ **Domenico Moro**, « Le groupe Bilderberg, l'élite du pouvoir mondial », ed. Delga, 2015

⁵⁴ **Francis Fukuyama**, « La Fin de l'histoire et le Dernier Homme », a été publié en 1992. Il est identifié comme l'un des essais les plus importants de la fin du XX^e siècle. Francis Fukuyama y affirme la victoire idéologique définitive du capitalisme sur les autres idéologies politiques. « *C'est la fin de l'histoire* ».

⁵⁵ **Laurent Mauduit, Julia Cagé** sur [Off-investigation](https://off-investigation.com), 2021

⁵⁶ **Marc Endeweld**, « *Macron, ce jeune chevènementiste* », sur marianne.net, 12 novembre 2015

Marine Le Pen avance masquée mais ses convictions néolibérales percent au détour de discours. Ainsi lorsqu'elle déclare qu'elle abolira les cotisations sociales. Déclaration éminemment démagogique et donc qui plaît. On peut en effet entendre, « *C'est super ! Marine Le Pen va supprimer les cotisations sur nos feuilles de paie* ». Sauf, qu'à moins de se démunir de toute protection sociale, il faudra bien avoir recours aux assurances privées, dont l'objet n'est pas de protéger les personnes contre les risques sociaux, mais rémunérer le plus grasement possible ses actionnaires. Livrer toute la protection sociale à des organismes privés afin qu'ils réalisent des profits sur le système de protection sociale, la santé, les retraites etc.. est un des mantras du néolibéralisme. Les riches auront une belle protection sociale. La classe des salariés et petits artisans déjà durement exploitée sera encore plus exploitée, plus pauvre. Les inégalités exploseront.

Marine Le Pen / Emmanuel Macron
deux stratégies fondamentalement opposées pour le même objectif :
l'instauration de la théorie / idéologie néolibérale

Dissolution de l'Assemblée nationale : Emmanuel Macron, fondé de pouvoir du capital financier applique sa stratégie

Emmanuel Macron applique la stratégie du capital financier mondial

Il n'est pas alors impensable que quelques missi dominici, visiteurs du soir du capital à Emmanuel Macron auraient, suite à la débâcle des élections européennes, « conseillé », « invité » « intimé » leur fondé de pouvoir, à procéder à la dissolution de l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron restant de facto à la présidence de la République mais avec l'élection d'un gouvernement « fort » mettant en œuvre les dernières mesures néolibérales très radicales, impossibles à prendre dans le cadre d'un pouvoir législatif avec des députés macroniens auxquels cela pourrait poser des cas de conscience, ainsi qu'à des députés de la droite « molle », restés républicains.

Emmanuel Macron ne veut évidemment pas donner le pouvoir à l'extrême droite. Il le veut pour lui tout seul afin d'appliquer la stratégie qu'il considère comme la meilleure. Mais le résultat des élections européennes le contraint à accepter la stratégie imposée par le grand capital. Il ne possède pas beaucoup d'arguments pour pouvoir la repousser.

« Nécessité de clarification » dit Emmanuel Macron

On peut analyser la motivation de la décision présidentielle par l'expression de « nécessité de clarification », utilisée à plusieurs reprises par Emmanuel Macron pour justifier la dissolution. En effet les choses se clarifient, et pas forcément comme il le prévoyait. La convergence néolibérale Macron / Le Pen devient plus lisible même pour ceux qui se refusaient à cette analyse, il est vrai, contraire à toutes les déclarations publiques des deux protagonistes.

Emmanuel Macron et Marine Le Pen ont pour objectif l'instauration d'un régime néolibéral en France. Ce qui les différencie, les oppose même et avec grande détermination, ne sont que les deux stratégies frontalement opposées qu'ils veulent mettre en œuvre pour l'instaurer.

Le scénario de la prise du pouvoir de l'extrême droite est alors écrit.

L'hégémonie culturelle de l'extrême droite s'étant abattue sur notre pays :

- La question démocratique est réglée : une majorité d'électeurs est prête à voter pour une alliance de l'extrême droite avec la droite extrême.
- Les médias sont majoritairement passés sous sa coupe.
- La " culture " bascule vers l'ignominie des prestations vulgaires, graveleuses, violentes, racistes, haineuses etc ...
- Une armée de hauts fonctionnaires est dans les starting blocks pour participer à un gouvernement d'extrême droite alliée à la droite extrême.

Le scénario est en place.

Les acteurs pourraient bientôt entrer en scène, sauf surprise miraculeuse réalisée par le Nouveau Front Populaire.

La gauche crée en toute urgence un « Nouveau Front Populaire »

Les élections législatives des 30 juin et 7 juillet, et le risque de se retrouver avec une débâcle mortifère, ont conduit les partis de gauche à créer une alliance électorale en urgence absolue à l'instar de la création de la NUPES pour les élections législatives de 2022. Les partis politiques de gauche qui n'avaient cessé de cracher sur la NUPES l'ont baptisé « Nouveau Front Populaire ». Appellation pertinente vu les enjeux de cette élection.

Le « Nouveau Front Populaire » créé en 24 heures par la gauche confrontée aux résultats catastrophiques de sa stratégie mortifère qui a favorisé la progression de l'extrême droite aux élections européennes à un niveau jamais atteint, sera-t-il efficace pour empêcher la droite d'arriver au pouvoir ? Sans doute pas, les dégâts commis par des « *épiciers uniquement soucieux de leur boutique* » ont été trop importants en amont. Mais on ne doit toutefois pas boudier notre plaisir que la gauche ait enfin pris raison. Cependant, ne réjouissons pas trop vite, ce sursaut est uniquement électoral pour ne pas aller à l'abattoir aux élections législatives. La prise du pouvoir par la gauche de rupture avec le capitalisme est encore très éloignée. Elle serait pourtant urgente !

L'engagement des syndicats pour faire barrage à l'extrême droite est la seconde très bonne nouvelle.

La création du Nouveau Front Populaire redresse in extrémis la barre. Mais pour combien de temps ?

Maintenant l'heure est au rassemblement et à l'action.

**Après le sursaut des partis de gauche avec la création du
Nouveau Front Populaire :**

Un sursaut des électeurs les 30 juin et 7 juillet ?

Si nous ne parvenons pas à contenir la vague brune qui veut nous engloutir, nous vivrons des années sombres. Il faudra alors se préparer à des combats difficiles.